

# L'Etat va continuer de mettre les fonctionnaires à la diète

- La masse salariale de l'Etat sera encore quasi gelée pour les trois ans à venir.
- La création des 60.000 postes dans l'Education nationale est sur la sellette.

## BUDGET

Frédéric Schaeffer  
fschaeffer@lesechos.fr

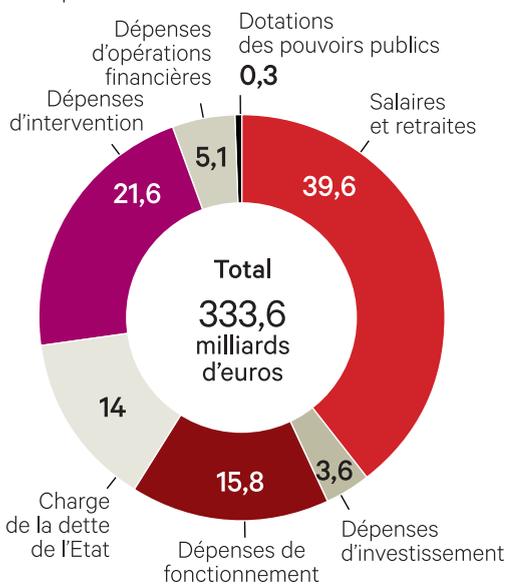
« Si vous ne voulez pas qu'on vous les impose, faites vos propres propositions. » Pour parvenir aux 50 milliards d'économies promises sur la période 2015-2017, c'était en substance le message adressé par Jean-Marc Ayrault à ses ministres en début d'année. Ce n'est donc pas un hasard si la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, a avancé des pistes hier dans « Le Parisien », même si celles-ci ne souffriront pas (lire ci-dessous).

La fonction publique a d'ores et déjà contribué à l'effort de réduction du déficit (« Les fonctionnaires ont déjà fait beaucoup d'économies », a reconnu récemment le ministre du Budget, Bernard Cazeneuve). A peine élu, François Hollande s'était engagé à limiter la progression de la masse salariale de l'Etat à 1 % entre 2013 et 2015 (environ 1 milliard), soit quelque 0,3 % par an en moyenne. Un objectif qui s'est accompagné de mesures fortes, comme le gel du point d'indice (servant de base pour calculer le salaire des agents), le recentrage des enveloppes catégorielles sur les plus modestes ou encore la stabilité des effectifs sur le quinquennat.

Reste qu'il ne fait aucun doute que de nouveaux efforts vont être imposés afin de contenir la masse salariale de l'Etat (80,6 milliards d'euros cette année). Leur ampleur sera précisée dans le programme de stabilité et les lettres de cadrage qui seront envoyées aux ministères en avril. Mais, d'ores et déjà, l'exécutif n'imagine pas relâcher la pression. « Quand on cherche 50 milliards d'économies, il est difficilement envisageable de faire moins d'efforts que précédemment », explique un conseiller. L'effort pour la période 2015-2017 devrait donc être au moins aussi ambitieux que celui programmé jusqu'ici (une hausse de la masse salariale ne dépassant pas 0,3 % en moyenne par an). Sans aller jusqu'à un gel total, la masse

## Les dépenses de l'Etat

En % pour 2014



salariale de l'Etat continuerait d'être ainsi quasi stabilisée. « Le signal que l'on donne sur l'Etat est important pour l'hôpital et les collectivités locales », plaide-t-on encore. Le gel du point d'indice, par exemple, concerne tous les agents (Etat, territoriale et hospitalière). « L'Etat montrera l'exemple », avait prévenu François Hollande, en janvier,

## Le think tank de gauche Terra Nova a mis en doute l'intérêt des 60.000 postes.

Reste à savoir comment y arriver. Le sujet est explosif, sachant que le point d'indice des agents est déjà gelé depuis 2010. En mettant en avant ses propres pistes d'économies, Marylise Lebranchu veut tout faire pour que ce point soit revalorisé d'ici à la fin du quinquennat. De fait, il paraît difficile de maintenir le gel jusqu'à la présidentielle de 2017... Reste qu'une hausse de 1 % du point augmente de 800 millions la seule masse salariale de l'Etat.

## L'évolution des effectifs de l'Etat

En nombre (ETP)

	2012	LFI 2013	2014	Cumul 2012-2014
<b>Total</b>	<b>+4.278</b>	<b>- 2.317</b>	<b>- 3.174</b>	<b>- 1.213</b>
<b>Enseignement</b>	+4.278	+8.981	+8.954	+22.213
<b>Justice/sécurité</b>		+1.000	+995	+1.995
<b>Autres</b>		-12.298	-13.123	-25.421

« LES ÉCHOS » / SOURCES : INSEE, MINEFI

Représentant potentiellement 1,2 milliard d'économies par an, le gel de l'avancement des fonctionnaires a été un temps sur la table. Mais il est désormais écarté, le Premier ministre s'y étant engagé pour éteindre la polémique déclenchée par Vincent Peillon le mois dernier.

Une autre option est donc sur la table : revenir sur les 60.000 recrutements prévus à l'Education nationale sur le quinquennat, et donc sur la stabilité des effectifs de fonctionnaires, les créations de postes d'enseignant étant compensées par des suppressions ailleurs. A ce stade, de l'ordre de 22.000 emplois ont été créés dans l'enseignement sur la période 2012-2014 (25.000 avec les universités). Certains plaident pour revenir sur une partie de quelque 35.000 postes restant à créer. En se limitant à 20.000 par exemple, l'Etat économiserait 500 millions à l'horizon 2017. La semaine dernière, le think tank de gauche Terra Nova a mis en doute l'intérêt des fameux 60.000 postes. Reste à savoir si François Hollande est prêt à revenir sur une promesse phare de sa campagne. ■